ELECTIONS LEGISLATIVES - 21 MARS 1993 - 7° CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE SAINT-DENIS

PARTI DES TRAVAILLEURS

Membre de l'Alliance Européenne des travailleurs

QUI SOMMES-NOUS ?

Le Parti des travailleurs a été constitué les 10 et 11 novembre 1991 par des travailleurs, militants et courants du mouvement ouvrier de toutes origines (PS et ex-PS, PCF et ex-PCF, trotskystes, syndicalistes, élus...).Certains d'entre eux s'étaient auparavant regroupés dans le Mouvement pour un Parti des travailleurs pour oeuvrer à la construction d'un tel appel.

Il existe quatre courants dans le Parti des travailleurs : le comité de liaison pour un courant socialiste ; le Courant communiste internationaliste (Section française de la IVe Internationale) ; le Courant anarcho-syndicaliste ; le Courant communiste. Cela ne signifie pas que tous les adhérents sont organisés dans un courant.

Le Parti des travailleurs est membre de l'Alliance européenne des travailleurs (AET) et de l'Entente internationale des travailleurs.

Existe-t-il une issue à la crise que traverse le pays ? Le Parti des travailleurs estime qu'une issue existe. La crise, c'est la crise du régime anti-démocratique de la Ve République. C'est la crise d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui place le profit capitaliste avant toute autre considération. On ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent, et pourtant, le gouvernement :

- a dépensé 25 millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'Irak;
- a versé 150 milliards dans la poche des spéculateurs pour soi-disant "défendre le franc" ;
- a exonéré les capitalistes de 1986 à 1991 de 35 milliards d'exonérations de charges sociales ;
- a versé 40 milliards par an de fonds publics à l'école privée.

Non, il n'y a pas de fatalité. Plus de 3 millions de chômeurs officiellement, 5 millions de travailleurs précaires, la protection sociale saccagée : c'est le résultat du viol du mandat que Mitterrand et la majorité PS-PCF avaient sollicité du peuple en 1981 pour, disaient-ils "rompre avec le capitalisme". C'est le résultat de leur soumission aux institutions anti-démocratiques de la Ve République, de leur "réconciliation avec l'entreprise et le patronat".

Dans notre circonscription, c'est le même bilan. Le député sortant s'est fait élire par la population travailleuse sur le mandat de défendre ses intérêts. Or, qu'a-t-il fait ?

- Le 25 novembre 1992, le député sortant vote la confiance au gouvernement Bérégovoy. Dans les jours qui suivent, prenant appui sur cette confiance, le gouvernement impose la loi Teulade contre la Sécurité sociale, organisant le rationnement des soins et le démantèlement du système de santé. Et, le 8 décembre, le gouvernement fait passer la loi sur le temps partiel qui exonère les patrons de 30% des cotisations sociales chaque fois qu'ils transforment un emploi à temps plein en deux emplois à temps partiel.

- Auparavant, l'abstention du député sortant sur la loi d'orientation Jospin (21/06/89) et sur le budget de l'enseignement (9/11/92), a permis l'adoption des mesures gouvernementales de fermetures de classes, d'écoles, de postes... (157 fermetures en Seine Saint-Denis à la prochaine rentrée, 9 pour la seule ville de Montreuil).

- Concernant le logement : l'abstention du député sortant sur la loi Mermaz-Malandain (23/5/89) et sur la loi Besson (20/04/89), a permis que ces lois soient adoptées, d'où découlent la flambée des loyers (sous couvert de "surloyers") qui a lieu dans les cités de notre ville et aussi les expulsions.

Ainsi, durant cinq ans, 277 lois anti-ouvrières et anti-populaires ont été adoptées à l'Assemblé nationale, grâce au "petit-jeu" des votes pour, contre, abstention, des refus de voter la censure, du 49-ter, etc...

L'issue viendra de l'union des travailleurs menacés par les plans de licenciement et de privatisations, des chômeurs et des travailleurs précaires, des retraités, des paysans, des petits commerçants et des artisans que condamne la désertification rurale...

L'unité est possible et nécessaire contre cette politique qui, au nom de l'économie de marché et du "nouvel ordre mondial" entraîne toute la planète dans le chaos économique, les guerres et la misère.

Déjà, les grèves et les manifestations se multiplient contre les licenciements, contre les fermetures de classes et le saccage de l'école, contre les conséquences de la politique agricole commune.

Les travailleurs savent qu'il ne peut rien sortir de bon de ces élections. Le choix n'est pas et ne peut pas être : ou bien la fausse gauche qui a fait une politique de droite et qui voudrait la poursuivre, ou bien la droite poursuivant le travail de la fausse gauche.

L'issue réside dans l'unité !

- ***Unité*** pour en finir avec les plans et "réformes" du gouvernement et du grand capital.

- ***Unité*** pour instaurer la démocratie, pour un gouvernement capable d'abroger les institutions anti-démocratiques de la Ve République ; pour un gouvernement émanant de la volonté du peuple fondé sur les décisions d'une Assemblée constituante souveraine :

- ***Unité*** pour le droit à un vrai travail et un vrai salaire, contre la politique du "partage du travail et des revenus", pour la défense de la protection sociale et des retraites, pour relancer la consommation par l'augmentation des salaires. Toutes mesures qui constituent un plan de relance financé par la confiscation des centaines de milliards distribués par les gouvernements aux spéculateurs.

- ***Unité*** pour le respect du principe de la laïcité républicaine : "fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée", restitution à l'école publique des 40 milliards accordés à l'école privée, pour annuler la nouvelle vague de suppressions de classes et d'écoles rurales, pour rétablir les 157 classes (9 à Montreuil) supprimées par le gouvernement.

- ***Unité*** pour la paix, pour le retrait de toutes les troupes françaises engagées au nom de "l'ingérence humanitaire" dans des opérations de guerre contre le droit des peuples et des minorités nationales à disposer d'eux-mêmes.

- ***Unité*** pour l'abrogation des mesures dictées par la CEE et le GATT qui condamnent les agriculteurs à la disparition.

Sur cette base, le Parti des travailleurs a proposé à tous les candidats se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie, la présentation de candidatures ouvrières uniques dans le but d'aider à la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations.

A Montreuil, des centaines d'habitants et de travailleurs ont signé notre appel en direction du député-maire et nous ont mandaté. Nous avons demandé à rencontrer le député sortant qui ne nous a pas reçus. C'est pourquoi le Parti des travailleurs a décidé de présenter :

Bernard KEISER, 43 ans, agent équipement,
Sylviane BARCELOT, 36 ans, secrétaire.

Dans toute la France, le Parti des travailleurs présente 84 candidats. Il appelle toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans ce combat à s'organiser avec lui pour faire triompher la cause de l'unité des rangs ouvriers et de la jeunesse, pour s'organiser, à soutenir et participer au Rassemblement international contre les plans de privatisations-destruction du Fonds monétaire international, au Zénith à Paris, le 20 juin 1993.

Le 21 mars, votez pour les candidats du Parti des travailleurs !
Votez pour Bernard KEISER !

Vu, le candidat

Parti des travailleurs, 87, rue du Fg-St-Denis, 75010 Paris - Tél 48 01 88 29

Infotec 2000-Paris